



Rapport Annuel 2011

CIDSE 

together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

La CIDSE – une alliance internationale d'agences de développement catholiques

Nos 16 membres d'Europe et d'Amérique du Nord s'efforcent d'éradiquer la pauvreté et d'instaurer la justice dans le monde selon une stratégie qui leur est commune.

Nos priorités:

- Travail de plaidoyer en faveur des plus pauvres dans le domaine des ressources allouées au développement; de la justice climatique; de l'alimentation, de l'agriculture et du commerce durable; des entreprises et des droits humains. Les questions de gouvernance mondiale et de genre sont abordées de manière transversale dans tous les domaines précités.
- Coordination des actions de développement afin de renforcer l'impact des programmes et l'action de plaidoyer de nos partenaires du Sud.

En tant qu'alliance internationale, la mutualisation des connaissances et des acquis de même que la communication sont également essentiels à notre action.

Le travail de la CIDSE est facilité par un secrétariat situé à Bruxelles (Belgique).

Table des matières

Avant-propos du Président	3
Plus proche que jamais d'une TTF	4
Refréner la volatilité des prix	5
Mettre un terme aux violations des droits de l'homme par les entreprises	6
Financer la justice climatique	7
De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement	8
Non à la criminalisation de la contestation sociale	9
Pour des modèles de développement alternatifs	10
Un autre monde est possible	11
L'autodétermination palestinienne sous les projecteurs à l'ONU	12
Principales publications	13
Organisations membres	14
Structure et personnel en 2012	15

Publié en avril 2012

Par
Rédacteur en chef
Rédacteur
Photo de couverture

CIDSE, Rue Stévin 16, B-1000 Bruxelles, Belgique
Bernd Nilles

Roeland Scholtalbers

© Layla Aerts. La CIDSE remercie Trias pour avoir autorisé son utilisation.

Conception et mise en page

fuel, Bruxelles, www.fueldesign.be

Imprimé sur papier 100% recyclé, fabriqué sans blanchiment chimique ni optique.

CIDSE's Annual Report 2011 is also available in English.

El informe anual 2011 de la CIDSE también está disponible en español.



facebook.com/cidse



flickr.com/cidse



twitter.com/cidse



youtube.com/cidseonline

Avant-propos du Président

L'an dernier, les appels au changement se sont multipliés de par le monde. Le printemps arabe a suscité une vague d'enthousiasme et d'attentes pour un avenir meilleur. Dans les économies mondiales les plus avancées, des millions de gens ont envahi les rues demandant pourquoi les plus pauvres et les plus vulnérables paient le prix fort d'un système économique et social défaillant.

Cette crise a mis en lumière plusieurs obstacles au développement: les effets négatifs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, la rareté croissante de ressources non renouvelables telles que le pétrole et le charbon, de l'eau, de la terre et de l'espace carbone. Sans oublier les problèmes liés à l'alimentation: la spéculation galopante, les fluctuations des prix des denrées et l'accaparement des terres avivent la crise alimentaire actuelle, alors qu'on jette sans consommer un tiers des aliments produits dans le monde. En 2011, la Corne de l'Afrique a connu la famine, une tragédie scandaleuse qui ne devrait jamais se reproduire.

Sauf à appréhender les tendances actuelles et à essayer d'anticiper les incertitudes qu'elles augurent, sauf à nous positionner pour agir contre les chocs qui menacent les systèmes mondiaux, la situation paraît bien mal engagée. Et si elle est déjà mal engagée pour nous qui vivons dans la partie riche du monde, elle sera sans doute désastreuse pour les personnes en situation d'absolue pauvreté.

Ce sombre tableau se teinte toutefois de quelques lueurs d'espoir. Au travers de ses organisations membres et avec ses partenaires ancrés dans les communautés locales des pays en développement, la CIDSE poursuit son action de plaider en faveur de changements positifs au plan national, européen et onusien. En répondant aux besoins immédiats des populations, bien sûr, mais aussi en identifiant les causes systémiques dont il faut tenir compte pour éradiquer l'extrême pauvreté.

En 2011, la Commission européenne a mis sur la table une proposition de taxation des transactions financières, un outil d'équité et de développement durable que la CIDSE réclame depuis longtemps. Nous sommes directement associés aux travaux du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies sur la définition d'un Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Bien que les négociations internationales sur le climat traînent en longueur, un Fonds vert pour le climat a vu le jour en décembre dernier pour aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique et à atténuer les effets. Courant 2011, les Nations unies ont également adopté un ensemble de principes directeurs en matière d'impact des entreprises sur les droits de l'homme, résultat d'un processus auquel les membres de la CIDSE et leurs partenaires ont été étroitement associés.

En tant qu'agences de développement catholiques, mues par des valeurs de compassion, d'espoir, de solidarité et de partenariat, il est de notre devoir de rester aux côtés des plus démunis, pour être leurs porte-voix et porte-paroles. Nous devons poursuivre notre œuvre de transformation des systèmes injustes et mettre en question les autorités et les puissances. Nous devons débiter par ce qui est sans doute le plus ardu: revoir les priorités de notre propre existence afin de vivre plus simplement. En 2011, nous avons amorcé une réflexion sur le rôle de la CIDSE dans la mise en place d'un modèle de développement plus soutenable, qui accorde une place centrale à l'individu. Le Sommet de Rio+20 sur le développement durable sera la prochaine grande étape où la CIDSE défendra ce besoin de changement.

En cette époque d'une extrême gravité, nous pouvons dépasser nos limites en agissant ensemble, en disant la vérité aux décideurs, et en leur faisant savoir qu'il est temps de bâtir un monde meilleur.



Chris Bain
Président de la CIDSE et Directeur de CAFOD
(Angleterre et pays de Galles)

Plus proche que jamais d'une TTF

La CIDSE considère qu'une taxe sur les transactions financières (TTF) permettrait de stabiliser les marchés financiers, de réduire la spéculation et de dégager en même temps les sommes urgentes nécessaires pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique.

Après plus de dix années d'inlassables plaidoyers de la société civile en faveur d'une TTF, la Commission européenne a finalement proposé en septembre 2011 la mise en œuvre d'une TTF au niveau de l'Union européenne. Opérant un virage à 180°, la Commission a repris de nombreux arguments longtemps avancés par la CIDSE en faveur de cette taxe. La Commission a expliqué qu'au travers de cette proposition elle entendait dissuader les transactions exagérément risquées sur les marchés financiers, compléter les mesures réglementaires destinées à éviter les crises futures et à garantir une fiscalité équitable du monde de la finance par rapport aux autres secteurs.

La bataille pour l'adoption de la TTF est toutefois loin d'être gagnée. Certains États membres de l'UE – Royaume-Uni en tête – continuent de s'opposer farouchement à une TTF européenne. D'autres solutions sont dès lors envisageables, telles qu'une TTF de la zone euro ou une TTF adoptée par une coalition de pays volontaires.

En 2012, la CIDSE continuera de militer pour la mise en œuvre de cette source originale de financement au niveau européen et international afin de promouvoir l'équité, la justice et un développement durable.



Ressources allouées au développement

Nous exhortons les gouvernements à honorer leurs promesses financières et faisons pression en faveur de mesures innovantes pour compléter les engagements existants afin de lutter contre la pauvreté et le changement climatique.

Janvier



Rapports pays par pays

La CIDSE demande que les sociétés multinationales qui opèrent dans les pays en développement soient rapidement soumises à des règles européennes les obligeant à divulguer des informations pays par pays. Dans sa réponse à la consultation ouverte par la DG Marché intérieur de la Commission européenne, la CIDSE souligne l'importance d'une plus grande transparence et de l'obligation de rendre compte au sujet des flux globaux de revenus dans les pays riches en ressources comme la RDC, le Cambodge et le Pérou.



Anniversaires

En 2011, cinq organisations membres de la CIDSE sont à l'honneur: Action de Carême/Fastenopfer, Broederlijk Delen, CCFD-Terre Solidaire et Entraide et Fraternité célèbrent leur 50^{ème} anniversaire et Center of Concern son 40^{ème} anniversaire.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31



Budget 2014-2020 de l'UE

La CIDSE entame ses travaux autour du cadre financier pluriannuel de l'UE (CFP) en prévision de la publication des propositions de la CE en juin et milite en faveur de la taxe sur les transactions financières dans le cadre des débats sur les «ressources propres» du futur budget de l'UE.



Comité Directeur

Les Directeurs des organisations membres de la CIDSE élisent Chris Bain, Directeur de CAFOD, à la fonction de Président de la CIDSE pour une période de trois ans. Ils tiennent une session stratégique sur la coopération au développement qui marque le coup d'envoi de la réflexion de la CIDSE sur les modèles alternatifs de développement.

Refréner la volatilité des prix

Les problèmes alimentaires ont à nouveau fait la une en 2011, qu'il s'agisse de la famine dans la Corne de l'Afrique ou du tout premier G20 des Ministres de l'agriculture. Les prix record atteints par les denrées début 2011 ont confirmé que la crise était loin d'être terminée.

La volatilité des prix sur les marchés alimentaires mondiaux conditionne largement la sécurité alimentaire des pauvres. Elle érode leur pouvoir d'achat, diminue le bien-être et la qualité de vie des populations, accentue leur vulnérabilité aux chocs et l'instabilité politique générale.

Techniquement parlant, des prix élevés peuvent être une bonne nouvelle pour les agriculteurs, mais leur volatilité est extrêmement dangereuse, car les agriculteurs et d'autres intervenants de la chaîne alimentaire risquent de perdre leurs investissements si les cours s'effondrent.

La spéculation sur les marchés des produits de base est un des facteurs qui favorisent la volatilité des prix. Lors de diverses réunions de lobbying avec des gouvernements du Nord et du Sud, la CIDSE, s'appuyant sur un nouveau document, a vivement exhorté les décideurs politiques à réguler les marchés afin de décourager les spéculateurs et de stabiliser les prix des denrées.



Alimentation et agriculture durable

Nous veillons à ce que les politiques adoptées en matière d'agriculture et de développement rural permettent une réduction effective de la pauvreté et des inégalités et contribuent ainsi efficacement aux objectifs de sécurité alimentaire pour tous.

Février



Forum social mondial

La CIDSE, ses membres et des partenaires du monde entier exposent leurs idées sur la justice mondiale au Forum social mondial de Dakar à l'occasion de débats stratégiques autour de l'accaparement des terres, du changement climatique et de la définition d'un cadre de développement post-2015.



Coopération au développement

Pour maximiser son impact, la CIDSE offre sur son site web une carte interactive donnant des informations de base sur les actions menées par ses organisations membres dans chaque pays. Elle poursuit ses efforts afin de dégager un consensus sur les voies et moyens de faire advenir le changement et élabore un document qui fera date dans la réflexion du réseau en la matière.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28



Beyond 2015

Lors du Forum social mondial, la CIDSE co-organise avec des partenaires de la campagne Beyond 2015 deux débats sur le type de cadre qui devrait prendre la relève des Objectifs du Millénaire pour le développement après 2015.

Communication

Le Secrétariat de la CIDSE publie le premier numéro de «Highlights», un nouveau bimestriel consacré à l'actualité du réseau.

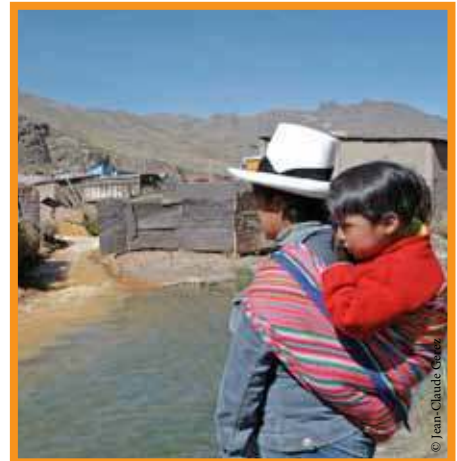


Mettre un terme aux violations des droits de l'homme par les entreprises

Le mandat quinquennal de John Ruggie, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies chargé de la question des droits de l'homme, des sociétés transnationales et autres entreprises s'est conclu en 2011 par l'adoption d'un ensemble de principes directeurs sur les devoirs des États, les responsabilités des entreprises, et l'accès à la justice pour les victimes de violations des droits de l'homme.

Tout au long de l'année, la CIDSE, la Commission internationale des juristes (CIJ) et plusieurs des grandes organisations des droits de l'homme ont conjugué leurs efforts pour un résultat ambitieux. Certes, la CIDSE aurait aimé que le rapport du Représentant spécial aille plus loin, mais les efforts déployés par la société civile ont été relativement payants; les pressions exercées ont en effet amené le Représentant spécial à préconiser un régime mixte incluant une réglementation publique, ainsi que la création d'un instrument international chargé d'examiner les abus graves en situation de conflit.

Pour influencer la décision du Conseil des droits de l'homme de juin 2011 sur l'avenir des travaux des Nations unies en matière d'entreprises et de droits de l'homme, une délégation de la CIDSE composée de représentants de CAFOD, de Fastenopfer, de MISEREOR et du partenariat Philippine-MISEREOR, a rencontré 13 responsables gouvernementaux et leur a fourni des propositions de texte et des déclarations durant les négociations.



Entreprises et droits de l'homme

Nous défendons les communautés locales qui, dans les pays en développement, subissent les effets négatifs des entreprises transnationales, en nous efforçant de combler les lacunes dans les normes et les règlements existants.

Mars

Sud-Soudan

Des agences de la CIDSE et de Caritas se réunissent à Juba pour analyser la situation politique en prévision de la création de la République du Sud-Soudan le 9 juillet et discuter d'actions humanitaires communes dans la région.



Développement durable

La CIDSE répond à la consultation portant sur le Groupe de haut niveau de l'ONU sur la durabilité mondiale. Elle participe aussi aux consultations initiées par la CE à propos de son Livre vert sur «La politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable» et sur Rio+20. Elle invite l'UE à jouer un rôle prépondérant dans ce processus.



Agenda de développement du G20

À l'occasion de la présidence française du G20, la CIDSE rencontre des fonctionnaires de Bercy et du Quai d'Orsay à Paris afin d'influencer les discussions politiques du G20, et plus particulièrement celles qui concernent l'agenda de développement. Dans la foulée, la CIDSE contribue au rapport sur le financement du développement que Nicolas Sarkozy a demandé à Bill Gates.



Dialogue structuré de la CE

La CIDSE participe à l'élaboration du document que CONCORD présente lors de la dernière réunion du Dialogue structuré sur l'implication des organisations de la société civile et des autorités locales dans la coopération au développement de l'UE. La conférence finale tenue à Budapest reconnaît unanimement le rôle important des organisations de la société civile dans le développement et s'engage à élargir la palette des mécanismes de financement.



Financer la justice climatique

Ce sont les populations les plus pauvres et les plus vulnérables des pays en développement qui sont les plus touchées par le changement climatique. Pour la CIDSE, il est vital que ces populations bénéficient d'un appui financier juste et efficace sur le long terme qui réponde à leur besoins. Le nouveau Fonds vert pour le climat des Nations unies pourrait apporter une solution, pour autant qu'il bénéficie des fonds promis.

Le Fonds vert pour le climat a été officiellement créé lors du Sommet sur le climat de 2011 à Durban afin de mobiliser les fonds internationaux de lutte contre le changement climatique. Les pays développés se sont engagés à acheminer par son entremise 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, mais on ignore toujours d'où viendra cet argent. À défaut d'un flux financier fiable et prévisible, le Fonds ne sera d'aucun secours pour soutenir des actions d'atténuation et d'adaptation dans les pays en développement.

Le financement international de la lutte contre le changement climatique a besoin d'un programme de travail ambitieux et d'un ensemble de sources innovantes pour financer le Fonds vert pour le climat. Il incombe aux pays développés de veiller à ce que le financement de la lutte contre le changement climatique ne s'interrompe pas après 2012, date-butoir des engagements actuels.

En 2012, la CIDSE continuera de plaider pour un accord international équitable, ambitieux et contraignant et appellera l'UE et les autres grands pays émetteurs à montrer l'exemple.



Justice climatique

Nous plaillons pour des politiques efficaces et équitables qui réduisent substantiellement les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre et qui aident les pays en développement à s'adapter aux effets du changement climatique et à suivre des trajectoires de développement durables.

Avril

Aide accordée par l'UE à la Palestine

En prélude à une rencontre entre les principaux donateurs, le gouvernement israélien et l'autorité palestinienne, la CIDSE, dans une carte blanche publiée par Euractiv, réclame de l'UE une action plus vigoureuse pour mettre un terme aux obstacles mis en travers de son aide.



La CIDSE rencontre les candidats de la FAO

Après Franz Fischler, la CIDSE rencontre José Graziano da Silva, qui sera élu Directeur général de la FAO le 26 juin. En mai, la CIDSE et l'Alliance œcuménique «Agir ensemble» adressent une lettre commune à tous les candidats pour leur faire part de leur «vision d'une FAO plus efficace, plus cohérente et davantage ouverte à tous.»

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Débat sur la criminalisation de la contestation sociale à Bruxelles

La CIDSE co-organise une rencontre d'experts sur la criminalisation de la contestation sociale en lien avec l'activité des sociétés multinationales en Amérique latine. Les participants repèrent les failles du système international dans la protection des défenseurs des droits de l'homme qui sont criminalisés et élaborent un plan d'action commun, publié en juin sous le titre «*The Criminalisation of Social Protest in Latin America – analysis et recommendations*».



De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement

La CIDSE est convaincue qu'il ne peut y avoir de transformation et de changement durable dans les sociétés du monde en développement que si nous modifions notre vision et notre pratique des évaluations d'impact ainsi que notre théorie du développement.

Lors du 4ème Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE tenu à Busan en novembre 2011, la CIDSE a critiqué le système d'aide actuel à la lumière de son action et de son expérience des évaluations d'impact, en pointant du doigt l'incapacité à s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et des inégalités.

Les organisations de la société civile (OSC) ont pris une part active dans les négociations qui ont débouché sur un Partenariat pour une coopération efficace au service du développement (le «Partenariat de Busan»), un document non contraignant auquel ont pour la première fois souscrit des donateurs émergents comme la Chine et l'Inde.

Bien que les OSC puissent se féliciter de quelques avancées en matière d'appropriation démocratique et de droits de l'homme, elles ne peuvent que regretter l'absence dans le Partenariat de Busan d'un engagement précis pour créer les conditions propices à leur action, tant au niveau de la liberté d'expression et d'association que du droit à communiquer et à coopérer, par exemple.

C'est finalement le secteur privé qui sort grand vainqueur de Busan. Le Partenariat de Busan estime que la croissance économique est le principal moteur et le principal cadre de la coopération au développement, ce qui tempère voire contredit l'approche basée sur les droits de l'homme réclamée par les OSC.



Coopération au développement

Nos membres coordonnent leurs programmes de coopération au développement au sein de la CIDSE, en analysant et réexaminant régulièrement leur efficacité et leur impact.

Mai

Mutualisation des connaissances en matière de collecte de fonds et d'éducation au développement

À l'occasion de leur réunion annuelle, organisée par KOO à Vienne, les responsables de l'éducation au développement, des campagnes et des collectes de fonds des organisations membres de la CIDSE évoquent la possibilité de coordonner les campagnes nationales (de Carême) avec les responsables des campagnes politiques.



Assemblée générale de Caritas Internationalis et rencontres avec le Saint-Siège

Le Comité exécutif de la CIDSE se rend à Rome au mois de mai pour y rencontrer des hauts représentants du Saint-Siège (Cor Unum, Conseil pontifical justice et paix, Secrétairerie d'État) et assister à la XIXème Assemblée générale de Caritas Internationalis qui élit Michel Roy au poste de Secrétaire général et réélit le Cardinal Oscar Rodriguez Maradiaga à la fonction de Président.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

Journée d'étude sur les populations autochtones d'Amérique latine

La plate-forme continentale Amérique latine de la CIDSE organise une journée d'étude sur la diversité des populations autochtones d'Amérique latine, la gestion de leurs territoires et les menaces extérieures qui pèsent sur leurs droits.



Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme

Une délégation de la CIDSE assiste à la 17ème session du Conseil des droits de l'homme, qui adopte les Principes directeurs afférents aux devoirs des États, aux responsabilités des entreprises et à l'accès à la justice en cas de violation des droits de l'homme. La délégation rencontre des représentants de gouvernements pour influencer leur décision en ce qui concerne l'avenir des travaux de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme.



Non à la criminalisation de la contestation sociale

En Amérique latine, la contestation en général, et celle qui concerne les grands projets d'investissement en particulier, est régulièrement et directement réprimée ou soumise à des procédures judiciaires abusives qui visent à faire passer cette contestation légitime pour des actes criminels.

Le but de cette criminalisation est évident: susciter la peur, salir les réputations, affaiblir la résistance, obliger les opposants à perdre du temps ainsi que des ressources à se défendre et justifier l'emploi de la force à leur encontre. Au bout du compte, les États et les entreprises cherchent à affaiblir et à neutraliser toute résistance pour que les grands projets d'extraction puissent passer.

En 2011, les Délégations de l'UE ont rédigé de nouvelles stratégies des droits de l'homme pour chacun des pays d'Amérique latine où elles se trouvent. Ces stratégies sont censées prévoir des modalités de mise en œuvre des lignes directrices de l'UE en matière de protection des défenseurs des droits de l'homme, mais la CIDSE craint que la consultation avec la société civile locale n'ait été limitée et quelque peu superficielle.

La CIDSE a tenté de résoudre ce problème en prenant contact avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à Bruxelles, en rencontrant des collaborateurs des Délégations de l'UE en Amérique latine, en organisant un séminaire pour identifier les lacunes du système international et en proposant de collaborer avec le réseau «Human Rights and Democracy Network», où des organisations spécialisées dans les droits de l'homme se retrouvent pour discuter des stratégies à adopter pour aborder les problématiques de droits de l'homme avec l'UE.



© El Universo - Wellington Verde

Industries extractives et pauvreté en Amérique latine

Nous facilitons un échange autour des stratégies mises en œuvre avec succès par nos partenaires afin de contrer les répercussions environnementales, sanitaires, sociales et culturelles négatives des activités extractives en Amérique latine.

Juin

Taxe sur les transactions financières

La CIDSE publie *Une TTF au service des populations et de la planète*, un document consacré à la taxe sur les transactions financières et au financement de la lutte contre le changement climatique. Elle co-organise un événement à Bruxelles sur la faisabilité d'une TTF et l'utilisation des recettes qu'elle permettrait de dégager. Le 29 juin, la CE décide d'inclure une TTF dans son paquet de propositions afférentes au budget 2014-20 de l'UE.



Assemblée générale de CONCORD

L'Assemblée générale élit Iza Toth, candidate de la CIDSE/Cordaid, comme membre du Conseil d'administration de CONCORD pour une période de trois ans.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Sommet des Ministres de l'agriculture du G20

Dans une lettre ouverte, la CIDSE adresse ses recommandations aux Ministres de l'agriculture du G20 avant le sommet de Paris. C'est la première réunion des Ministres de l'agriculture du G20. Ils débattent des mesures à prendre pour réduire la volatilité des prix sur les marchés agricoles mais leur plan d'action oublie de s'atteler aux causes profondes du problème.



Réductions des émissions de gaz à effet de serre

La CIDSE appelle les députés européens à voter en faveur d'une réduction des émissions de l'ordre de 30% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2020. L'UE s'est déjà engagée à réduire ses émissions de 20%, mais il faut d'urgence se montrer plus ambitieux pour préserver le climat ; des éléments de preuve attestent du bien-fondé économique de cette démarche.



Pour des modèles de développement alternatifs

La surconsommation, la recherche de la croissance à tout prix et la place centrale des combustibles fossiles dans nos économies sont autant de freins à un monde plus équitable. La CIDSE considère que l'heure est venue de replacer l'être humain au cœur du modèle économique et de mettre l'économie au service de l'humanité.

L'épanouissement de chacun est conditionné à la possibilité pour les autres de s'épanouir également. Repenser notre relation à l'autre et à l'économie est donc plus que jamais nécessaire.

Si les leaders mondiaux semblaient prêts à discuter de grands changements dans la foulée de la crise financière de 2008, le statu-quo est de retour. Il faut que cela change, si nous voulons créer un monde qui offre à chacun la possibilité de vivre décemment.

Les modèles de développement alternatifs méritent plus d'attention; la CIDSE compte bien être une force de proposition à cet égard et veiller à ce que la question figure en bonne place à l'agenda politique.

Lors d'une conférence à Bruxelles les 13 et 14 septembre 2011, la CIDSE et ses organisations membres ont débattu en profondeur des modalités du changement; elles ont également réfléchi à la façon de poursuivre la réflexion sur des modèles de développement alternatifs au cours des années à venir. Le Sommet de Rio+20 sur le développement durable, en 2012, sera la prochaine grande étape où la CIDSE défendra ce besoin de changement.



Septembre

Forum plaidoyer

Bernd Nilles, Secrétaire général de la CIDSE, assiste à Montréal à la réunion annuelle du Global Civil Society Advocacy Forum, organisé par IANGO (International Advocacy NGOs) et CIVICUS, et rend visite à Développement et Paix, l'organisation canadienne membre de la CIDSE.



Réunion des Ministres du développement du G20

À Washington, la CIDSE co-organise un événement en marge de la réunion officielle pour réfléchir aux voies et moyens permettant au G20 d'aborder le mieux possible les questions de développement et de se raccrocher à d'autres processus de développement tels que Rio+20 (le processus de développement durable des Nations unies).



Conférence de la CIDSE sur la croissance et le développement

La CIDSE débat de la «croissance inclusive», d'une «économie verte» et de la nécessité de trouver des modèles de développement alternatifs lors d'une conférence interne et d'un débat public à Bruxelles.



Demande de reconnaissance d'un État palestinien par l'ONU

À la veille de l'examen par l'Assemblée générale des Nations unies de la demande de reconnaissance d'un État palestinien, la CIDSE publie *With or Without a State*, un document dans lequel elle analyse les implications juridiques et politiques de cette initiative, en soulignant qu'elle marquerait un tournant dans le contexte politique de l'aide européenne.



Un autre monde est possible

Le slogan du Forum social mondial (FSM), «Un autre monde est possible» a eu une résonance particulière cette année, le forum se tenant au moment même où des manifestations anti-gouvernementales secouaient l'Égypte.

La 10^{ème} édition du Forum social mondial (Dakar) a rassemblé des groupes de la société civile de plus de 120 pays pour discuter de solutions alternatives aux problématiques mondiales. Le Forum s'est tenu en février, tandis que l'élite économique se réunissait à Davos pour le Forum économique mondial.

Suite aux initiatives de deux de ses organisations membres, CAFOD (étude «100 Voix») et Trócaire (projet de recherche «Leading Edge») et en tant que membre de la campagne «Beyond 2015», la CIDSE a co-organisé deux débats sur le type de cadre à mettre en place après 2015 lorsque les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) seront arrivés à échéance. «Beyond 2015» est une campagne d'opinion qui milite pour une élaboration citoyenne de l'agenda de développement de l'après-2015. Les débats témoignent d'une grande richesse de points de vue remettant en cause les paradigmes dominants de la croissance économique, du développement et de la gouvernance mondiale et proposant des alternatives qui répondent effectivement aux exigences d'équité et de justice.

L'accapement des terres est un des sujets qui fut largement mis en évidence lors du forum. Les investissements fonciers réalisés par des intérêts étrangers pour s'assurer un approvisionnement en denrées et en biocarburants, la spéculation et l'extraction des ressources sont autant de facteurs à l'origine de ce phénomène qui peut avoir de graves conséquences pour les communautés locales, comme en ont personnellement témoigné des petits paysans soutenus par deux organisations membres de la CIDSE, le CCFD-Terre Solidaire et MISEREOR.



**La CIDSE
en ligne**

Visionnez nos vidéos
sur [youtube.com/
cidseonline](http://youtube.com/cidseonline)



Octobre



Industries extractives en Colombie

La CIDSE rend visite à des partenaires colombiens qui travaillent sur la question des industries extractives et participe à l'Assemblée générale de l'Observatoire des conflits miniers en Amérique latine. Un groupe consultatif formé de 6 partenaires de 5 pays latino-américains est constitué pour accompagner le projet Industries extractives et pauvreté en Amérique latine de la CIDSE.

Réforme de la finance mondiale

La CIDSE souscrit à l'appel à une réforme de la finance mondiale lancé par le Conseil pontifical justice et la paix dans son document *Pour une réforme du système financier international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle.*



37^{ème} session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies

A cette occasion, la CIDSE co-organise un événement sur l'accapement des terres avec la participation de partenaires, et appelle les gouvernements à se pencher sur les problèmes structurels du système alimentaire mondial. Dans un nouveau document, la CIDSE analyse les répercussions de la volatilité des prix des denrées sur la sécurité alimentaire des pays en développement. En septembre, la CIDSE rejoint le groupe de travail du Mécanisme de la société civile de la FAO sur le cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition.



En route pour Rio+20

La CIDSE apporte sa contribution à la consultation organisée en vue de l'avant-projet de texte de la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) prévue en 2012. Dans cette contribution, la CIDSE expose sa vision du développement durable et ce qu'elle attend de la conférence.



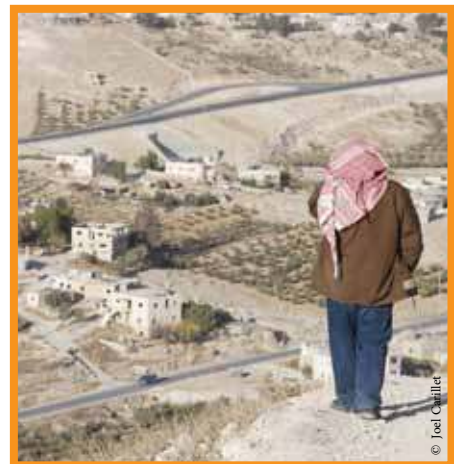
L'autodétermination palestinienne sous les projecteurs à l'ONU

En 2011, un document de la CIDSE a analysé les implications de la demande d'adhésion de la Palestine aux Nations unies, de même que les obstacles auxquels se heurtent actuellement les Palestiniens dans la poursuite de leurs propres objectifs de développement.

Pour préserver une solution entre deux États et garantir leur développement futur, la CIDSE recommande à l'UE et à ses États membres de soutenir une action palestinienne indépendante au plan international, d'insister sur le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international, et de promouvoir une véritable autodétermination palestinienne via leurs politiques d'aide.

La demande d'adhésion de la Palestine aux Nations unies est restée bloquée au niveau du Conseil de sécurité, mais l'instance culturelle des Nations unies, l'UNESCO, a admis la Palestine en octobre 2011. Cette reconnaissance pourrait contribuer à préserver le patrimoine culturel de la région en définissant clairement les responsabilités de toutes les parties et permettre aux Palestiniens de s'occuper des questions y afférentes sur un pied d'égalité.

Cette situation a donc valeur de test et doit être gardée à l'œil. Bien que la protection des sites anciens ait un caractère moins urgent que la cessation des violations des droits de l'homme, le patrimoine culturel pourrait être un atout pour s'affranchir de l'aide. Les perspectives à court terme étant moroses du côté des pourparlers de paix, des initiatives comme celle-ci pourraient maintenir l'autodétermination des Palestiniens sous les feux de l'actualité. Elle offre par ailleurs aux pays européens l'occasion d'afficher un soutien politique à leur vision d'un État palestinien aux côtés de celui d'Israël.



Palestine et Israël

Les membres de la CIDSE et leurs partenaires d'Israël et des territoires occupés mènent des programmes humanitaires et de développement conjoints afin de réduire la pauvreté et de bâtir la paix.

Novembre



G20 à Cannes

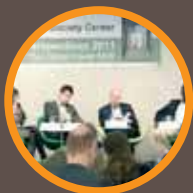
Dans les recommandations qu'elle adresse au sommet du G20, la CIDSE demande aux dirigeants de réformer le système financier mondial et de trouver des solutions équitables et favorables au développement telles que la taxe sur les transactions financières pour sortir les économies de la crise.



La CIDSE rend visite à des partenaires du Malawi et d'Afrique du Sud

En prélude au Sommet des Nations unies sur le climat à Durban, la CIDSE se rend dans la région de Dedza, au Malawi et de Msinga au Kwa Zulu Natal (Afrique du Sud) afin de voir les solutions mises en place par les communautés locales pour répondre aux conditions météorologiques de plus en plus extrêmes qui mettent leurs récoltes en péril. CADECOM et Mdukatshani, organisations partenaires de plusieurs membres de la CIDSE, aident ces communautés à mieux résister au changement climatique et à accroître leur sécurité alimentaire.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30



Global perspectives

La CIDSE assiste à Berlin à la conférence «Global perspectives 2011» qui réunit les dirigeants d'organisations de la société civile (OSC) mondiale. Les participants débattent de la montée des économies émergentes, des changements dans les rapports de force politiques et économiques et de leurs répercussions sur l'action des OSC.



De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement

La CIDSE assiste à Busan au 4^{ème} Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE. À l'occasion d'un événement organisé avec d'autres OSC en marge du Forum, la CIDSE appelle tous les acteurs du développement à s'emparer de la question du rétrécissement de l'espace démocratique accordé à la société civile.

Principales publications

Depuis longtemps, la CIDSE publie des documents, des rapports et des déclarations politiques qu'apprécient aussi bien les décideurs, les stratèges politiques et les journalistes que celles et ceux qui font partie du réseau CIDSE ou de la sphère du développement. Ci-après, les documents qui ont marqué l'année 2011:



Une taxe sur les transactions financières (TTF) au service des populations et de la planète
Recommandations



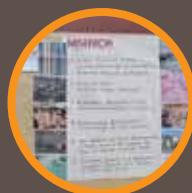
La volatilité des prix des produits alimentaires: conséquences et impacts sur le droit à l'alimentation
Recommandations



People and Planet first – alternative ideas about development
Rapport interactif

Voyez le site www.cidse.org pour un aperçu complet des documents publiés en 2011, y compris les déclarations, recommandations et brochures.

December



Politique commerciale de l'UE et droits de l'homme

La CIDSE co-organise à Bruxelles un séminaire de MISEREOR consacré à l'octroi d'une place plus importante aux droits de l'homme dans la politique commerciale de l'UE. Les débats portent sur l'efficacité et la crédibilité de l'approche de l'UE en matière de droits de l'homme.



John Patrick Ngoyi, partenaire de la CIDSE, aux JED à Varsovie

Lors des Journées européennes du développement à Varsovie, le Père John Patrick Ngoyi fait partie du panel organisé par CONCORD sous le titre *Après 2015 : vers un agenda mondial démocratique, participatif et citoyen*. Il met en cause le modèle actuel de l'aide et évoque la malédiction des ressources africaines, appelant les citoyens à participer activement à la définition d'un cadre de développement pour l'après-OMD.

Financement du développement

En prélude au Dialogue onusien de haut niveau sur le financement du développement, la CIDSE publie ses commentaires et ses recommandations au sujet du projet de résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur le suivi à apporter à la Conférence internationale sur le financement du développement.



Pourparlers sur le climat à Durban

La CIDSE soutient l'appel à la justice climatique lancé par la campagne africaine *We have faith* et assiste au sommet des Nations unies sur le changement climatique à Durban où, avec CAFOD, Tearfund et la Pan African Climate Justice Alliance, elle co-organise un événement sur l'adaptation et le financement de la lutte contre le changement climatique. Avec MISEREOR, son organisation membre allemande, la CIDSE co-organise également un séminaire sur le renforcement des capacités de partenaires africains.

Organisations Membres

La CIDSE est une association internationale sans but lucratif (A.I.S.B.L.) de droit belge, formée de 16 organisations membres.

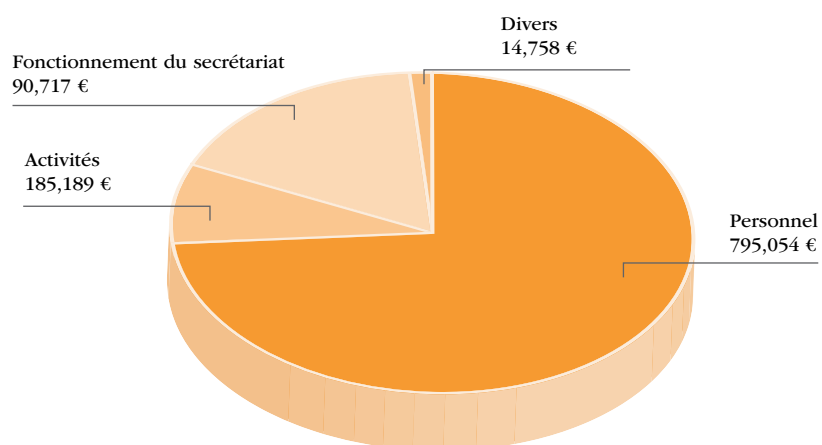
Membres

Broederlijk Delen (Belgique)	www.broederlijkdelen.be
CAFOD (Angleterre et pays de Galles)	www.cafod.org.uk
CCFD – Terre Solidaire (France)	www.ccfid-terresolidaire.org
Center of Concern (États-Unis)	www.coc.org
Cordaid (Pays-Bas)	www.cordaid.nl
Développement et Paix (Canada)	www.devp.org
Entraide et Fraternité (Belgique)	www.entraide.be
Fastenopfer /Carême de Partage (Suisse)	www.fastenopfer.ch
FOCSIV – Volontari nel Mondo (Italie)	www.focsiv.it
FEC (Portugal)	www.fecongnd.net
Fondation Bridderlech Deelen (Luxembourg)	www.cathol.lu
KOO (Autriche)	www.koo.at
Manos Unidas (Espagne)	www.manosunidas.org
MISEREOR (Allemagne)	www.misereor.de
SCIAF (Écosse)	www.sciaf.org.uk
Trócaire (Irlande)	www.trocaire.org

Finances

La CIDSE fonctionne uniquement grâce aux cotisations de ses membres. Elle n'a aucune autre source de financement de ses projets. Les comptes de la CIDSE sont vérifiés chaque année par un auditeur externe.

Dépenses de fonctionnement de la CIDSE en 2011 1,085,718 €



Le secrétariat de la CIDSE coordonne par ailleurs le projet Industries extractives et pauvreté en Amérique latine (EPLA), financé par ses organisations membres. En 2011, celles-ci ont contribué au coût de ce projet à hauteur de 57 900 €. Les membres de la CIDSE ont également contribué au projet conjoint sur le conflit israélo-palestinien à hauteur de 50 300 €.

Structure et Personnel en 2012

Comité Directeur

Le Comité Directeur se compose des Directeurs des 16 organisations membres. Instance responsable de la gestion globale de la CIDSE, il se réunit une fois par an. Plus spécifiquement, il passe en revue l'ensemble des activités en cours et formule les orientations politiques.

Comité exécutif

Le Comité exécutif est l'instrument d'application et de supervision du Comité Directeur.

Président	Chris Bain (CAFOD)
Vice-président	<i>sera élu au mois de mai 2012</i>
Membres	Myriam García Abrisqueta (Manos Unidas) Antonio Hautle (Fastenopfer) Angelo Simonazzi (Entraide et Fraternité)
Assistant ecclésiastique	Mgr. Stanislas Lalanne (Évêque de Coutances - Avranches, France)
Trésorière	Hilde Demoor (Broederlijk Delen)
Secrétaire général	Bernd Nilles

Groupes de travail

Les organisations membres de la CIDSE travaillent sur les priorités de plaidoyer définies par le cadre stratégique. Le travail conjoint se fait essentiellement au travers des groupes de travail, de plates-formes et de forums. Le Secrétariat de la CIDSE coordonne ce travail collectif et épaulé ces divers groupements dans leurs travaux, par des actions de lobbying auprès des décideurs, par le travail en réseau avec des alliés et par la communication en direction des médias.

Personnel

Le Secrétariat de Bruxelles se compose d'une équipe de salariés permanents qui animent et coordonnent les efforts communs déployés par les organisations membres.

Bernd Nilles	Secrétaire général
Denise Auclair	Responsable des questions de politique et de plaidoyer (politique de développement de l'UE, cofinancement, secteur privé)
Cayetana Carrion	Responsable de la coopération au niveau programmes
Gisèle Henriques	Responsable des questions de politique et de plaidoyer (alimentation, agriculture et commerce durable)
Emilie Johann	Responsable des questions de politique et de plaidoyer (justice climatique)
Jean Letitia Saldanha	Responsable des questions de politique et de plaidoyer (gouvernance mondiale, ressources allouées au développement)
Roeland Scholtalbers	Responsable de la communication et des actions auprès des médias
Deborah Casalin	Chargée de mission, groupe de travail Israël/Palestine de la CIDSE
Geraldine McDonald	Chargée de mission, groupe Industries extractives et pauvreté en Amérique latine
Marianne Decock	Assistante en charge de l'administration et de la logistique
Catherine Durbin	Assistante de plaidoyer (justice climatique; alimentation, agriculture et commerce durable)
Chiara Martinelli	Assistante du Secrétaire général
Marie-Paule Ogereau	Assistante de plaidoyer (gouvernance mondiale, ressources allouées au développement, secteur privé)
Edurne Portillo	Assistante de plaidoyer et de programme (coopération au niveau programmes, cofinancement)
Säid Ben Seddik	Auxiliaire de bureau et Assistant informatique

La CIDSE tient à remercier chaleureusement Astrid Schwietering, Stephanie Beecroft et Katherine Kolmans pour leurs contributions à ses activités en 2011.

CIDSE

together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

Membres de la CIDSE



Autriche



Belgique



Belgique



Canada



Angleterre et
Pays de Galles



France



Allemagne



Irlande



Italie



Luxembourg



Pays-Bas



Portugal



Ecosse



Espagne



Suisse



Etats-Unis

Contact

Roeland Scholtalbers – CIDSE – Rue Stévin 16 – B-1000 Bruxelles
T: +32 (0)2 282 40 73 – F: +32 (0)2 230 70 82 – scholtalbers@cidse.org